

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Présents : 54
Excusés : 19
Absents : 6
Nombre de membres en exercice : 79

REUNION DU 3 AVRIL 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI TROIS AVRIL à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-HUIT MARS DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	Mme ADLANI Farida, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid,
<u>PRESENTS</u>	M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROSSO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie- Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.
<u>EXCUSES</u>	M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, Mme BENAMMOUR Mérim, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme PERRON Christine, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf,
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme de CARVALHO Virginie, M. MORIN Sébastien, M. BAILLON Jean-François, M. CARRE Julien, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MILLARD Jean-Luc, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme MAROUN Séverine, M. MANGIN Anthony, M. BESCHIZZA Bruno, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. MARAN Max, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, Mme VERTE Monique, M. DACHIVILLE Romain, M. BELOUCHAT Rachid,
<u>ABSENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, M. DESRUMAUX Denis, Mme KHATIM Karima, Mme LAGNEAU Muriel, M. MEIGNEN Thierry, Mme YERRO Georges-Marie.
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	Mme Marie-Claude COLLET

DELIBERATION N°49 – GRANDS PROJETS – LE COLISEE - APPROBATION DU PROTOCOLE DE MEDIATION ENTRE L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL ET LA SOCIETE LEGENDRE PROJECT

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Olivier GUYON,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu le code de justice administrative et notamment son article L.213-5

Vu la délibération n°110 du 14 octobre 2019 portant sur le lancement d'une procédure de passation d'un marché de conception-réalisation d'un équipement multifonctionnel,

Vu la délibération n°56 du 12 avril 2021 portant choix du titulaire du marché de conception-réalisation pour la réalisation d'un équipement multifonctionnel,

Vu le projet de protocole de médiation entre l'EPT Paris Terres d'Envol et la société LEGENDRE PROJECT,

Vu le budget de Paris Terres d'Envol,

Considérant que la société LEGENDRE PROJECT, mandataire du groupement d'entreprises titulaire du marché de conception-réalisation, a saisi l'EPT d'une demande visant à prendre en considération dans le cadre de l'exécution du marché, les conséquences financières de la hausse des matières premières.

Considérant que l'EPT a pris l'initiative de saisir le tribunal administratif de Montreuil, sur le fondement de l'article L.213-5 du CJA relatif à la médiation judiciaire, donnant ainsi suite au courrier du 20 avril 2022 adressé par la société LEGENDRE PROJECT à l'EPT Paris Terres d'Envol par lequel elle évoque la possibilité de débattre des conséquences financières de la hausse des matières premières.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20230403-49-03-04-2023-DE
Date de télétransmission : 07/04/2023
Date de réception préfecture : 07/04/2023

Considérant que cette procédure offre la possibilité de bénéficier des conseils d'un tiers avisé et compétent désigné par le tribunal administratif devant permettre de vaincre les éventuelles résistances des parties concernées par le marché de conception-réalisation et de parvenir à bref délai à une solution amiable à la présente situation qui est à l'origine du différend.

Considérant que le tribunal administratif de Montreuil a, par ordonnance du 19 septembre 2022, désigné en qualité de médiateur, Me Cécile Bonnet-Roumens.

Considérant que la formule de révision des prix prévu à l'article 28.7 du cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) du marché public de conception-réalisation ne permet pas de restituer la réalité de l'évolution de la hausse de toutes les composantes des coûts supportés par la société LEGENDRE PROJECT dès lors qu'elle ne prenait en considération que l'indice d'évolution du prix BT01 (index du bâtiment tous corps d'état).

Considérant que cette circonstance s'avère de nature à occasionner une inadéquation du prix réglé à la société par rapport à la réalité économique des prix subis par cette dernière dans le cadre de l'exécution du marché.

Considérant qu'en droit, il a été tenu compte de l'évolution de la doctrine sur la possibilité de faire évoluer les dispositions d'un contrat en cours d'exécution et notamment de l'avis du Conseil d'État du 15 septembre 2022 sur les possibilités de modification des clauses financières des contrats dans le contexte actuel de hausse exceptionnelle du prix des matières premières.

Considérant que la circulaire n°6374/SG du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières rappelle que la révision de prix a pour objet « d'assurer une relation équilibrée entre acheteurs et prestataires, aussi bien lorsque les coûts augmentent que lorsqu'ils baissent, en particulier dans les contrats s'exécutant sur plusieurs années ».

Considérant que les négociations menées dans le cadre de la médiation se sont donc inscrites dans la recherche d'un équilibre équitable car le plus proche possible de la réalité des hausses de prix supportées par l'entreprise LEGENDRE PROJECT dans le cadre de l'exécution du marché.

Considérant que les échanges entre les parties contractantes ont conduit à envisager une modification de la clause de révision de prix, modification reposant sur les deux principes suivants :

- Une diversification des indices pris en compte dans l'application de la clause de variation des prix afin de tenir plus complètement compte de la diversité des coûts et de leur poids respectif dans l'exécution des travaux. La nouvelle clause de révision de prix devient ainsi la suivante : $P_m = P_0 \times C_m$

Avec :

P_m = Prix des prestations effectuées dans le mois

P_0 = Prix portés par le titulaire à l'appui de son offre

C_m = Coefficient de révision multiplicateur du mois de réalisation des prestations, arrondi au millième supérieur

Définition du coefficient multiplicateur : $C_m = \sum B_i \times I_m / I_0$

Avec pour chaque index :

I_m = Valeur des index du mois de réalisation des prestations

I_0 = Valeur des index correspondant du mois de décembre 2020 (date des index connus à la remise de l'offre finale de prix du titulaire)

B_i = Part de représentation des Index entrant dans la formule de révision

Décomposition du coefficient de révision :

$C_m = 0,3\% \times (I_m/I_0)_{BT03} + 17,8\% \times (I_m/I_0)_{BT06} + 5,7\% \times (I_m/I_0)_{BT07} + 2,3\% \times (I_m/I_0)_{BT08} + 2,4\% \times (I_m/I_0)_{BT10} + 1,6\% \times (I_m/I_0)_{BT16b} + 3,2\% \times (I_m/I_0)_{BT18a} + 4,4\% \times (I_m/I_0)_{BT27} + 3,9\% \times (I_m/I_0)_{BT38} + 15,2\% \times (I_m/I_0)_{BT40} + 5,8\% \times (I_m/I_0)_{BT42} + 0,9\% \times (I_m/I_0)_{BT46} + 15,1\% \times (I_m/I_0)_{BT47} + 0,6\% \times (I_m/I_0)_{BT48} + 9,8\% \times (I_m/I_0)_{BT49} + 1,6\% \times (I_m/I_0)_{BT54} + 9,4\% \times (I_m/I_0)_{TP08}$

- Un encadrement des effets de cette nouvelle clause afin que son application ne conduise pas à une évolution significative du prix du marché.

Considérant que le marché étant divisé en deux parts :

- **Part 1 de Marché qui correspond à celle de l'Architecte DVVD et de ses cocontractants (membres du sous-groupement Ingénierie)** : Compte tenu de l'absence d'incidence de la hausse des matières premières sur les prestations constitutives de la Part 1 du marché, la formule de révision initiale $P_m = P_0 \times I_{m BT01} / I_0 BT01mars21$ du Marché reste inchangée et s'applique à cette Part 1 du Marché.
- **Part 2 du Marché : elle correspond à celle du Mandataire LEGENDRE PROJECT et du cocontractant LEGENDRE ILE DE FRANCE** : Une application de la nouvelle formulation de la manière suivante :
 - La nouvelle formulation s'applique pleinement jusqu'à facturation de 50% de la Part 2 du Marché,
 - Au-delà, concernant la 2^{ème} partie de facturation de la Part 2 du Marché, un abattement de 50% sera appliqué à la part de révision complémentaire au-delà de celle obtenue par la formule initiale $P_m = P_0 \times I_{m BT01} / I_0 BT01mars21$
 - Compte tenu de la révision qui a déjà été opérée, une régularisation unique sera mise en œuvre pour la part 2 déjà facturée. Elle sera calculée par différence entre la révision déjà effectuée et la révision calculée suivant la nouvelle formule au mois M_i des échéances P_{mi} déjà facturées.
 - La facturation de cette régularisation s'effectuera en même temps que la résorption de l'avance de démarrage, soit entre 65% et 80% de facturation du Marché.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20230403-49-03-04-2023-DE
Date de télétransmission : 07/04/2023
Date de réception préfecture : 07/04/2023

Considérant qu'en contrepartie de la modification de la clause de révision de prix du marché, la société LEGENDRE PROJECT renonce à toute réclamation au titre de l'exécution du marché au titre de l'évolution des conditions économiques depuis la date de l'élaboration de son offre initiale.

Considérant qu'il est prévu au sein du protocole, une clause suspensive aux termes de laquelle le tribunal administratif de Montreuil sera saisi d'une requête aux fins d'homologation dudit protocole.

Considérant que dans l'hypothèse d'un rejet de la demande d'homologation, cet accord de médiation n'entrera pas en vigueur et les parties reprendront leurs échanges pour rechercher un nouvel accord tirant les conséquences de ce rejet.

Après en avoir délibéré,

- **Approuve** les termes du protocole de médiation entre l'EPT Paris Terres d'Envol et la société LEGENDRE PROJECT,
- **Autorise** le président à signer, sous condition suspensive d'homologation et la saisine du tribunal administratif de Montreuil afin d'homologation, le protocole de médiation ainsi que tout document s'y afférant,
- **Dit** que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Adopté à l'unanimité

(55 voix pour, 18 abstentions : Jean-François BAILLON,
Rachid BELOUCHAT, Meriem BENAMMOUR,
Karim BOUMEDJANE, Patricia BOUR, Julien CARRE,
Laurent CHANTRELLE, Lino FERREIRA, Bo HAN,
Carmen HERSEMEULE, Pierre LAPORTE, Bénédicte LEFEVRE,
Najet MABCHOUR, Jean-Philippe RANQUET, Nelly ROLAND-
IRIBERRY, Oussouf SIBY, Micaël VAZ, Mélissa YOUSOUF)



Le Président
Bruno BESCHIZZA